

En Dordogne, une route de la discorde

Simon Barthélémy (Correspondant régional) , le 27/09/2018 à 6h00
Mis à jour le 27/09/2018 à 6h01

Le Conseil d'État examine ce jeudi 27 septembre un recours contre un projet routier qui, selon ses opposants, défigure la vallée de la Dordogne.



Les banderoles "Non au massacre de la vallée" restent accrochées dans la vallée de la Dordogne et notamment à Beynac. / Carole Trouvé/Sud Ouest/MaxPPP

Le 18 septembre dernier, des pelleteuses endommagent un bassin gallo-romain découvert sur le site archéologique de Castelnaud-la-Chapelle, en Dordogne. Cet incident survenu lors du chantier d'aménagement d'une route de contournement du village voisin de Beynac a suscité une vive polémique entre élus locaux et défenseurs du patrimoine.

Le monsieur monuments en péril du gouvernement, Stéphane Bern s'en est pris au président (PS) du conseil départemental, Germinal Peiro. « *Un fossoyeur du patrimoine de Dordogne pour réaliser ses rêves de potentat local* ». « *C'est un peu le Benalla de la culture. Il se sent investi d'une mission et va bien au-delà* », attaque de son côté Germinal Peiro.

Succès pour le tirage du Loto du patrimoine

32 millions d'euros pour 3,4 km et deux ponts

Cette polémique n'est qu'un nouvel épisode dans ce feuilleton de la route de la discorde qui divise depuis 30 ans et qui a déjà été rejetée par diverses consultations publiques. Pour les élus locaux, il s'agit de « désengorger » Beynac, un bourg touristique traversé par 6 000 véhicules par jour, et de se raccorder à la « voie de la vallée » entre Libourne (Gironde) et Souillac (Lot).

Les opposants, qui manifestaient encore cet été, dénoncent pour leur part une infrastructure « démesurée » : 32 millions d'euros (hors taxe) vont en effet être dépensés pour une route de 3,4 kilomètres, plus deux ponts sur la Dordogne.

Kléber Rossillon, défenseur du patrimoine local, a tenté de bloquer le chantier sur le site de Castelnaud-la-Chapelle avant d'être délogé, le 20 septembre, par les gendarmes. Il pense qu'on a probablement découvert là « le sanctuaire gallo-romain du Périgord noir », et que le « Sarlat de l'époque » est désormais « mutilé ». « Il suffisait de déplacer la route de 20 mètres. Il y avait probablement un ensemble qui méritait d'être préservé dans son intégralité » s'indigne-t-il. Une colère relayée par Stéphane Bern, qui parle d'un « scandale » visant à « bétonner la vallée de la Dordogne pour gagner un quart d'heure pendant les embouteillages d'été ».

Un site qui ne mérite pas d'être classé

Le département et la préfecture s'appuient pour leur part sur un rapport de la commission territoriale de recherche archéologique qui a visité le site le 30 juillet. Selon ce dernier « ce bassin n'est pas plus exceptionnel que remarquable vu son état de conservation. Il ne semble ni opportun ni utile de conserver les vestiges encore présents dans la parcelle menacée par les travaux ». Interpellé par l'association Patrimoine-environnement, le ministère de la Culture a confirmé le 21 septembre que cet équipement, « assez commun dans le monde rural gallo-romain », ne mérite pas d'être classé au titre des monuments historiques.

Les anti-contournement placent leur dernier espoir dans la justice. Le Conseil d'État examinera ce jeudi 27 septembre un ultime recours de la Sepanso, une association de protection de la nature, déboutée jusqu'à présent par les tribunaux administratifs.

> À RELIRE **Ce qu'il faut savoir sur le loto du patrimoine**

Simon Barthélémy (Correspondant régional)

Et aussi

Retraite universelle

Lire la suite >

CONTENUS SPONSORISÉS



Ce drone à petit prix est la plus...

[PRIME LIFE TIPS](#)



Petit gadget pour vos photos, cette...

[WOW TECH LIFE](#)



Oldtimer & Youngtimer einfach...

[CARISMA](#)